



Sébastien Jumel  
Député de Seine-Maritime  
36, quai Duquesne  
Dieppe 76200, BP 30071  
02 35 85 14 16

**Monsieur Emmanuel Macron,  
Président de la République.  
Palais de l'Élysée,  
55 rue du faubourg Saint-Honoré,  
75008, Paris.**

*Paris, le 14 octobre 2021.*

**Objet :** *Avenir du secteur de l'industrie aérospatiale*

Monsieur le Président de la République,

Lors de la présentation du plan « France 2030 » le 12 octobre dernier, vous avez insisté sur la nécessité de participer à la conquête du « new space » dans les prochaines années pour la France et l'Europe. Or, devant les premiers éléments de financements annoncés dans le cadre de ce plan – autour de 2 milliards d'euros d'ici 2030 pour l'aérospatial – les salariés des entreprises du secteur et bon nombre de spécialistes craignent que ce plan ne soit pas à la hauteur des enjeux qui traversent la question spatiale : de la création d'une constellation européenne de grande dimension, au traitement des déchets spatiaux, à la défense spatiale jusqu'à la maîtrise de nos données. Nous ne pouvons plus nous permettre aujourd'hui de « rater » un nouveau virage spatial, d'autant que depuis plusieurs années, la France et l'Europe n'ont pas fait démonstration de grandes ambitions à l'égard de l'espace, au détriment d'ailleurs de l'emploi et des synergies industriels.

La création de la holding « Ariane Group » en 2014, est une des illustrations de l'absence de véritable vision stratégique de la part de l'Etat, de l'Union Européenne et des actionnaires privés. Des renoncements à propos de certains choix technologiques et investissements ont conduit l'entreprise à poursuivre le développement de produits technologiques qui accumulent à cette heure de nombreuses années de retard. Ce choix stratégique nous place dans une situation aujourd'hui, en France comme en Europe, à observer la montée en puissance de la concurrence chinoise et américaine en particulier, autour de Space X par exemple, sans pouvoir apporter une alternative ambitieuse.

Ce retard industriel et technologique s'appuie en grande partie sur le désengagement massif de l'Etat-stratège au sein de nos entreprises aérospatiales. Les montants alloués à la recherche fondamentale, au travers du CNES et de l'ONERA, n'ont cessé de décroître ces dernières décennies au profit d'une rationalisation financière aveugle aux intérêts de la Nation. De la même manière, nos investissements régaliens sur les secteurs industriels du domaine spatial ont reflué considérablement, ne permettant pas à nos entreprises de saisir les opportunités d'innovations dans le domaine spatial ; à contrario de la stratégie américaine par exemple.

Le retard accumulé s'explique également par un manque crucial de coordination à l'échelle de l'Union Européenne, qui n'a pas su impulser autour des trois pays engagés historiquement dans la conquête spatiale – la France, l'Italie et l'Allemagne – une vraie politique globale. En France, ce désinvestissement et cette désorganisation se traduisent sur le plan social par un plan de licenciement d'ampleur au sein d'Ariane Group qui prévoit la suppression de 2500 emplois d'ici 2025 et la délocalisation de certaines productions de pointes sans aucune logique industrielle. Si une coopération européenne renforcée est nécessaire comme gage de notre souveraineté, elle ne doit pas pour autant faire oublier que la France doit aussi protéger son industrie et ses savoir-faire.

Monsieur le Président, à l'occasion de la présidence de l'Union Européenne par la France à partir du 1<sup>er</sup> janvier prochain, notre pays doit ouvrir à nouveau le débat sur la relance d'un projet spatial européen. Alors que les tensions à propos de la maîtrise de l'espace se multiplient, notamment autour des enjeux liés au développement de la 5G et de la 6G entre la Chine et les Etats-Unis, la France et l'Europe ne peuvent se retrouver prisonnières de la montée en puissance de ces tensions géopolitiques. Nous devons dès à présent proposer un nouveau chemin stratégique ambitieux qui prennent en compte les défis géopolitiques que nous allons affronter.

Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Président de la République, nos respectueuses salutations.

### **Les signataires :**

Sébastien Jumel, député de Seine-Maritime ;  
Jean-Paul Lecoq, député de Seine-Maritime  
Fabien Roussel, député du Nord ;